

Crise au Mali et au Sahel : Le grand tournant

par Ghania Oukazi

La CEDEAO a quarante-cinq jours devant elle, pour expliquer au Conseil de sécurité onusien la stratégie qu'elle a mise en place pour une intervention armée au Mali.

C'est fait, la France a réussi, pour une première étape, à convaincre le Conseil de sécurité de prendre une résolution sommant la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à expliquer sa stratégie d'intervention militaire au Mali. La résolution a été votée trois jours à peine après la désignation de Romano Prodi comme envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies au Sahel. Les 15 membres du Conseil de sécurité n'ont pas, pour ainsi dire, attendu pour que le diplomate italien entreprenne les contacts qu'il faut pour faire au moins un premier rapport sur la situation qui prévaut dans cette région. Le représentant personnel du secrétaire général des Nations unies au Sahel n'a donc même pas eu à traîner les pieds dans la région comme le fait, depuis de longues années, son homologue, Christopher Ross, pour le Sahara Occidental, «à la recherche d'une solution mutuellement acceptable par le Front Polisario et le Maroc». Non pressés de régler le conflit de décolonisation du peuple sahraoui, ce qui est appelé pompeusement la Communauté internationale, en particulier les Etats-Unis et la France, ont aujourd'hui d'autres priorités à traiter et un agenda, bien ficelé et bien urgent à réaliser.

Au rythme où vont les choses à propos du dossier malien, Romano Prodi risque de ne pouvoir rien faire de concret susceptible de freiner les fortes velléités des va-t-en guerre à l'exemple de la France, qui exercent des pressions sans pareilles sur l'Algérie pour une intervention armée dans la région. La crise au Mali et la détérioration de la situation sécuritaire dans la région du Sahel (re)posent la tragique problématique de la redistribution des cartes dans un continent qui regorge de ressources naturelles. Face à la position de l'Algérie, jugée sage, pacifiste et réconciliatrice, la France a opposé l'option militaire dont les conséquences émietteraient le continent africain et le fragiliserait davantage. Les intérêts géostratégiques dans cette région du monde sont trop importants pour la France pour qu'elle fasse tout pour agir comme elle le prévoit. Elle a, en tout cas, réussi à convaincre les membres du Conseil de sécurité pour adopter une résolution confortant et approuvant largement l'esprit de son option guerrière. L'ONU donne ainsi 45 jours à la CEDEAO pour expliquer sa stratégie d'intervention militaire. Ils l'acculent en même temps que l'Union africaine pour qu'elle fasse vite et attaque le Mali sous la bannière de la lutte contre le terrorisme. Par ses dernières déclarations sur le sujet, le président français a voulu brusquer le semblant de pondération affiché par les Etats-Unis, en leur fournissant le meilleur alibi qui devrait les pousser à ne plus parler de médiation ou de dialogue avec les groupes armés agissant sur le territoire malien et opter sans tarder pour la solution armée. «Discuter ? Mais avec qui ? Avec les terroristes qui sont installés dans le nord du Mali ? Qui imposent la charia, qui coupent les mains et qui détruisent les monuments jusque-là considérés comme un patrimoine de l'humanité ?», s'est interrogé jeudi dernier, François Hollande.

L'ALGERIE JOUE SES DERNIERES CARTES

Conséquemment à cette brutale évolution, l'Algérie ne veut pas perdre la face et tente surtout de convaincre Français et Américains de ne pas provoquer l'embrasement de la région. «L'usage de la force doit être conduit avec le discernement voulu pour éviter l'amalgame et la confusion entre les populations du Nord-Mali qui ont des revendications légitimes et les groupes terroristes et les narcotrafiquants qui doivent constituer la cible parce qu'ils sont la source des menaces qui pèsent sur la région», a déclaré, jeudi dernier, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères. Elle slalome même sur la solution à adopter pour régler la crise. «L'Algérie n'est pas exclusivement pour le tout politique et nous avons toujours affirmé qu'il était légitime de recourir à tous les moyens y compris la force pour éradiquer les groupes terroristes et leurs affiliés du crime transnational organisé dans le Sahel», a encore dit Amar Belani. Lors de ses nombreux déplacements dans les pays de la région, le ministre délégué chargé des Affaires maghrébines et africaines a certainement insisté auprès de ses interlocuteurs, sur leur impérative participation aux côtés des troupes de la

CEDEAO et de l'UA, à «un probable assaut» militaire contre le Mali. Par la voix d'Abdelkader Messahel, Alger veut absolument que le CEMOC s'en mêle de bout en bout pour empêcher la France et les Etats-Unis de faire appel aux forces atlantistes comme ce fut le cas pour les attaques militaires contre la Libye. Regroupant depuis 2009 l'Algérie, le Mali, le Niger et la Mauritanie, le CEMOC (Comité d'état-major opérationnel conjoint) n'a jusqu'à aujourd'hui pas réussi à contenir le terrorisme dans la région en raison du manque de moyens logistiques qu'il accuse. L'Algérie a toujours postulé auprès des Américains, des Français et des Britanniques notamment, pour acquérir ces aides matérielles. Mais elle a toujours tenu à ce que ce soit les quatre membres du comité -les pays du champ- qui mènent les opérations militaires. Elle réitère, aujourd'hui plus que jamais, ces mêmes doléances. Ceux qui ont fomenté, entre autres, le coup d'Etat au Mali en mars dernier, l'annonce de la scission de ses territoires et l'enlèvement des 7 diplomates algériens, l'ont bien devancé. Ils l'ont même pris de cours. L'on retient avec consternation, du côté algérien, que le CEMOC tout autant que l'UFL (Unité de fusion et de liaison) n'ont jamais bien fonctionné en raison des interférences étrangères dans les pays du Sahel à travers les services de renseignements qui y pullulent. L'intervention de la France pour libérer ses otages en atteste grandement.

«LE GRAND MOYEN-ORIENT», OPTION AFRIQUE

C'est d'ailleurs ce qui a fait que la situation dans le Sahel évolue désastreusement et au profit des intentions et intérêts français et américains. Les premiers, pour avoir bien en main le contrôle des ressources naturelles des sols africains, tout en se rapprochant davantage du Sahara algérien et de ses zones d'influence, et les seconds pour n'avoir pas réussi à avoir l'aval d'un des pays de la région pour installer l'Africom (le commandement américain pour l'Afrique), et qu'ils peuvent désormais arracher sans hésiter au nom de la lutte contre le terrorisme. L'Afrique semble bien figurer sur la carte de redéfinition du monde que Bush et Rice ont léguée à l'équipe Obama. Le projet «Le Grand Moyen-Orient» est plus que jamais de mise après le déclenchement des révoltes dans le monde arabe et les ignobles humiliations du monde musulman par l'Occident. Projet qui est loin d'être de simples fantasmes diplomatiques ou de vulgaires élucubrations journalistiques.

Décidément, l'histoire n'arrêtera jamais de bégayer. Les 45 jours accordés à la CEDEAO par le Conseil de sécurité, pour expliquer sa stratégie militaire d'intervention au Mali, vont devoir suffire à la France et à d'autres pays atlantistes pour faire remarquer aux Africains qu'ils n'ont pas assez d'hommes pour venir à bout des terroristes du Sahel. Leurs troupes ont donc besoin d'être renforcées. Si la France a depuis longtemps défendu l'option militaire, les Etats-Unis ont préféré jouer aux modérateurs entre acteurs de la région, dans un premier temps, ceci même si leur intention de faire la guerre au Mali était déjà en gestation. «Leur intention de pousser l'Algérie à jouer la médiation entre les groupes en faction a une durée déterminée», avions-nous écrit dans ces mêmes colonnes le 18 septembre dernier, au lendemain de la visite du commandant en chef américain de l'Africom. Carter Ham avait prévenu, dans sa conférence de presse à Alger, que «nous sommes dans un processus d'identification des acteurs dans la région». La conclusion de l'article en question est que «les intérêts français et américains pourraient alors faire jonction à un moment où l'Algérie s'attendrait le moins». Le moment est peut-être arrivé après l'adoption de la résolution onusienne à l'attention de la CEDEAO.